

# Un usage plus rationnel de l'eau pour nourrir la population et créer des millions d'emplois

Dossier de rédaction de H2o  
March 2026

Le rééquilibrage de l'utilisation des ressources en eau dans l'ensemble du système alimentaire mondial est essentiel pour répondre de manière durable à la demande alimentaire future et pourrait générer 245 millions d'emplois à long terme, principalement en Afrique subsaharienne, selon un nouveau rapport du Groupe de la Banque mondiale publié le 19 mars, à la veille de la Journée mondiale de l'eau (22 mars).

Le rapport "Nourish and Flourish: Water Solutions to Feed 10 Billion People on a Livable Planet" (Nourrir et prospérer : des solutions hydriques pour nourrir 10 milliards de personnes sur une planète viable) souligne que les pratiques actuelles de gestion de l'eau dans l'agriculture, caractérisées par une surutilisation dans certains pays et une sous-utilisation dans d'autres, ne peuvent soutenir de manière durable la production alimentaire que pour moins de la moitié de la population mondiale. D'ici 2050, il faudra nourrir 10 milliards de personnes. Pour répondre à cette demande de manière durable, il sera essentiel de s'attaquer à la fois à la surexploitation qui épuise les ressources en eau dans les régions en situation de stress hydrique et à la sous-exploitation qui laisse inexploitées les ressources et les capacités de production dans les régions où l'eau est abondante.

Le rapport présente un nouveau cadre pour la gestion de l'eau dans l'agriculture qui établit un lien entre la disponibilité de l'eau, la production alimentaire et le commerce. En classant les pays en fonction de leur stress hydrique et de leur statut en matière d'importation ou d'exportation alimentaire, ce cadre permet d'identifier les zones où le développement de l'agriculture pluviale peut accroître la production alimentaire, celles où les investissements dans l'irrigation peuvent créer des emplois et stimuler la croissance, celles où l'utilisation de l'eau doit être rééquilibrée pour protéger les écosystèmes et la productivité future, et celles où le commerce offre une voie plus durable que la production locale. "La manière dont nous gérons l'eau pour l'alimentation aura des implications profondes sur l'emploi, les moyens de subsistance et la croissance économique. En faisant des choix plus judicieux quant aux lieux de culture, à la répartition de l'eau et à la manière dont le commerce soutient la sécurité alimentaire, nous pouvons renforcer la résilience, multiplier les opportunités et préserver les ressources dont nous dépendons tous", a déclaré Pascal Donohoe, directeur général et responsable de la connaissance du Groupe de la Banque mondiale. Pour atteindre ces objectifs, il faudra renforcer la participation et le financement du secteur privé parallèlement aux investissements publics, en s'appuyant sur des politiques, des institutions et des réglementations efficaces visant à stimuler la production alimentaire, à créer des emplois et à soutenir une croissance durable. Le financement public ne peut à lui seul garantir les services durables, l'innovation et l'envergure nécessaires pour développer l'irrigation, améliorer les performances et pérenniser les résultats. Les agriculteurs, qui sont les principaux utilisateurs de l'irrigation et ses principaux investisseurs, sont déjà disposés à co-investir lorsque l'accès au financement, à des équipements de qualité, aux marchés et aux outils numériques réduit les risques et les coûts de transaction auxquels ils sont confrontés.

On estime que l'extension de l'irrigation où l'eau est disponible, parallèlement à la modernisation des systèmes existants, nécessitera entre 24 et 70 milliards de dollars supplémentaires par an jusqu'en 2050. Les gouvernements dépensent déjà environ 490 milliards de dollars par an pour soutenir l'agriculture, dont la majeure partie sous forme de subventions. La réorientation d'une partie des dépenses actuelles - combinée à une forme réglementaire, au recours à un financement mixte et à des partenariats public-privé - attirera des capitaux privés, y compris des co-investissements des agriculteurs eux-mêmes, et soutiendra une sécurité hydrique et alimentaire financièrement viable.

Banque mondiale